

## EXAMEN PROFESSIONNEL D'ADJOINT ADMINISTRATIF 2004

---

### REDACTION D'UNE LETTRE ADMINISTRATIVE COURANTE

---

Durée : 1 h 30  
Coefficient : 3

#### SUJET

Monsieur LEBLANC vient d'être élu conseiller municipal et 1<sup>er</sup> adjoint dans la commune de Z..... de 25 000 habitants. Il travaille dans l'entreprise de transport international « D'OUEST EN EST » comme attaché commercial adjoint pour l'Europe.

Le directeur de l'entreprise d'OUEST EN EST adresse au maire de la commune une lettre par laquelle il désire connaître les dispositions applicables pour permettre à Monsieur LEBLANC d'assumer ses nouvelles responsabilités.

Votre chef de service vous demande de rédiger la réponse personnalisée qui sera soumise à la signature du maire et qui précisera :

- le régime des décharges de services accordées à un salarié, 1<sup>er</sup> adjoint d'une commune,
- les modalités pratiques d'application.

Vous disposez des éléments suivants pour préparer votre lettre :

- document n° 1 : articles L2123-1..... L2123-11-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (4 feuilles),
- document n° 2 : un formulaire d'autorisations d'absence (1 feuille).

#### IMPORTANT

**Aucun signe distinctif ni signature fictive ne doivent être portés  
sur votre feuille de composition.  
Le sujet comporte 6 feuilles.**

## CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Partie Législative)

### Section 1 : Garanties accordées aux titulaires de mandats municipaux

#### Sous-section 1 : Garanties accordées dans l'exercice du mandat

##### Article L2123-1

- L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre d'un conseil municipal le temps nécessaire pour se rendre et participer :
    - 1° Aux séances plénières de ce conseil ;
    - 2° Aux réunions de commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil municipal ;
    - 3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune.
- Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l' élu municipal doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.
- L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l' élu aux séances et réunions précitées.

##### Article L2123-2

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 66 Journal Officiel du 28 février 2002)*

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 66 Journal Officiel du 28 février 2002)*

*(Ordonnance n° 2003-1212 du 18 décembre 2003 art. 3 II Journal Officiel du 20 décembre 2003)*

- I. - Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 2123-1, les maires, les adjoints et, les conseillers municipaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.
  - II. - Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail. Il est égal :
    - 1° A l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes d'au moins 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes d'au moins 30 000 habitants ;
    - 2° A l'équivalent de trois fois la durée hebdomadaire légale du travail pour les maires des communes de moins de 10 000 habitants et les adjoints au maire des communes de 10 000 à 29 999 habitants ;
    - 3° A l'équivalent d'une fois et demie la durée hebdomadaire légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 100 000 habitants au moins et les adjoints au maire des communes de moins de 10 000 habitants ;
    - 4° A l'équivalent d'une fois la durée légale du travail pour les conseillers municipaux des communes de 30 000 à 99 999 habitants, de 60 % pour les conseillers municipaux des communes de 10 000 à 29 999 habitants et de 30 % pour les conseillers municipaux des communes de 3 500 à 9 999 habitants.
- Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.
- Lorsqu'un adjoint ou un conseiller supplée le maire dans les conditions fixées par l'article L. 2122-17, il bénéficie, pendant la durée de la suppléance, du crédit d'heures fixé au 1° ou au 2° du présent article.
- Les conseillers municipaux qui bénéficient d'une délégation de fonction du maire ont droit au crédit d'heures prévu pour les adjoints au 1°, au 2° ou au 3° du présent article.
- III. – En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.
- L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

### **Article L2123-3**

(Loi n° 2000-295 du 5 avril 2000 art. 10, 11 Journal Officiel du 6 avril 2000)  
(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 66 Journal Officiel du 28 février 2002)  
(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 66, 67 Journal Officiel du 28 février 2002)

Les pertes de revenu subies par les conseillers municipaux qui exercent une activité professionnelle salariée ou non salariée et qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent, lorsque celles-ci résultent :

- de leur participation aux séances et réunions mentionnées à l'article L. 2123-1 ;
- de l'exercice de leur droit à un crédit d'heures lorsqu'ils ont la qualité de salarié ou, lorsqu'ils exercent une activité professionnelle non salariée, du temps qu'ils consacrent à l'administration de cette commune ou de cet organisme et à la préparation des réunions des instances où ils siègent, dans la limite du crédit d'heures prévu pour les conseillers de la commune.

Cette compensation est limitée à soixante-douze heures par élu et par an ; chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance.

### **Article L2123-4**

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 67 II Journal Officiel du 28 février 2002)

- Les conseils municipaux visés à l'article L. 2123-22 peuvent voter une majoration de la durée des crédits d'heures prévus à l'article L. 2123-2.

### **Article L2123-5**

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 67 II Journal Officiel du 28 février 2002)

- Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

### **Article L2123-6**

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 67 II Journal Officiel du 28 février 2002)

- Des décrets en Conseil d'Etat fixent en tant que de besoin les modalités d'application des dispositions des articles L. 2123-2 à L. 2123-5. Ils précisent notamment les limites dans lesquelles les conseils municipaux peuvent voter les majorations prévues à l'article L. 2123-4 ainsi que les conditions dans lesquelles ces articles s'appliquent aux membres des assemblées délibérantes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale, lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal.

## **Sous-section 2 : Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle**

### **Article L2123-7**

(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 67 II, 89 I Journal Officiel du 28 février 2002)

- Le temps d'absence prévu aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 sans l'accord de l'élu concerné.

#### **Article L2123-8**

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 67 II, 72 Journal Officiel du 28 février 2002)*

Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu. La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Il est interdit à tout employeur de prendre en considération les absences visées à l'alinéa précédent pour arrêter ses décisions en ce qui concerne l'embauche, la formation professionnelle, l'avancement, la rémunération et l'octroi d'avantages sociaux.

#### **Article L2123-9**

*(Loi n° 2000-295 du 5 avril 2000 art. 12 Journal Officiel du 6 avril 2000)*

Les maires, d'une part, ainsi que les adjoints au maire des communes de 20 000 habitants au moins, d'autre part, qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle, bénéficient s'ils sont salariés, des dispositions des articles L. 122-24-2 et L. 122-24-3 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

#### **Article L2123-10**

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 68 I Journal Officiel du 28 février 2002)*

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 68 I Journal Officiel du 28 février 2002)*

- Les fonctionnaires régis par les titres I à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 2123-9.

#### **Article L2123-11**

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 68 I Journal Officiel du 28 février 2002)*

*(Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 68 I Journal Officiel du 28 février 2002)*

- A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 2123-9 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

#### **Article L2123-11-1**

*(inséré par Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 68 I Journal Officiel du 28 février 2002)*

A l'issue de son mandat, tout maire ou, dans les communes de 20 000 habitants au moins, tout adjoint qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par le livre IX du code du travail.

Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par l'article L. 931-1 du même code, ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 931-21 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

### Article L2123-11-2

(inséré par Loi n° 2002-276 du 27 février 2002 art. 69 I Journal Officiel du 28 février 2002 rectificatif jorf 24 décembre 2002)

A l'issue de son mandat, tout maire d'une commune de 1 000 habitants au moins ou tout adjoint dans une commune de 20 000 habitants au moins qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

- être inscrit à l'Agence nationale pour l'emploi conformément aux dispositions de l'article L. 311-2 du code du travail ;
- avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés aux articles L. 2123-23, L. 2123-24 et L. 2511-34, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2.

Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

COMMUNE DE Z.....

AUTORISATIONS D'ABSENCE  
CREDIT D'HEURES FORFAITAIRE TRIMESTRIEL  
Accordés aux élus locaux

Monsieur

Sollicite :

- une autorisation d'absence (1)

- un crédit d'heures (1)

Le

Pour une durée de                      jours  
   heures

Signature du Maire

Signature du salarié

(1) rayer la mention inutile